



EXPERTISE AUDIT ADVISORY
145 Avenue Thiers
33 100 BORDEAUX

In Extenso

IN EXTENSO AUDIT
106 Cours Charlemagne
69 002 LYON

LNA SANTE

Société Anonyme au capital de 19 411 874 €
7 boulevard Auguste Priou
44 120 VERTOOU

(RCS NANTES 388 359 531)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020



EXPERTISE AUDIT ADVISORY
145 Avenue Thiers
33100 BORDEAUX

In Extenso

IN EXTENSO AUDIT
106 Cours Charlemagne
69 002 LYON

LNA SANTE

Société Anonyme au capital de 19 411 874 €
7 boulevard Auguste Priou
44 120 VERTOU

(RCS NANTES 388 359 531)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale des actionnaires de la société LNA SANTE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LNA SANTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation et créances rattachées

Risque identifié :

Les titres de participation et créances rattachées, figurant au bilan au 31 décembre 2020 pour respectivement des montants nets de 182 et 334 millions d'euros, représentent deux des postes les plus importants du bilan.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au prix d'acquisition ou à la valeur d'apport, puis le cas échéant, dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité représentant ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir si elle avait à les acquérir.

Comme indiqué dans la note 2.2.3 de l'annexe, la valeur d'utilité est appréciée par la Direction générale du groupe sur la base des capitaux propres à la clôture de l'exercice des entités concernées, corrigés en tenant compte des prévisions de résultats et/ou du prix de vente de l'activité exploitée, par recours préférentiel à la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, complétée en cas de besoin par l'approche de valeur de marché en fonction de leurs perspectives de développement et de résultats.

Par ailleurs, les créances rattachées aux titres de participation peuvent également faire l'objet d'une dépréciation si, sur la base de ces analyses, leur caractère recouvrable était remis en cause.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres et du caractère recouvrable des créances rattachées requiert l'exercice du jugement de la Direction en ce qui concerne les flux de trésorerie futurs, les hypothèses de croissance du chiffre d'affaires et le taux d'actualisation.

Du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation et des créances rattachées constituait un point clé de l'audit.

Travaux des commissaires aux comptes

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à :

- Prendre connaissance des méthodes mises en place par la Direction pour déterminer la valeur d'utilité des titres de participation
- Vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui, par ailleurs, ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques ;
- Comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;
- Examiner les flux futurs de trésorerie retenus par la Direction, au regard des données budgétaires, des résultats historiques ainsi que du contexte économique et financier dans lequel s'inscrit le groupe ;
- Analyser et apprécier le taux d'actualisation retenu par la Direction en nous assurant de la pertinence des différents paramètres qui le constituent ;

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont consisté également à apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnés à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration, sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société LNA SANTE par l'assemblée générale du 23 juin 2010 pour le cabinet IN EXTENSO AUDIT et du 03 Mars 2008 pour le cabinet EXPERTISE AUDIT ADVISORY.

Au 31 Décembre 2020, le cabinet IN EXTENSO AUDIT était dans la 11^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet EXPERTISE AUDIT ADVISORY dans la 13^{ème} année, dont respectivement 11 et 13 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il

conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

**Fait à BORDEAUX et à NANTES
Le 29 avril 2021
Les Commissaires aux Comptes**



EXPERTISE AUDIT ADVISORY
Christophe ROUSSELI

IN EXTENSO AUDIT
Françoise GRIMAUD PORCHER

BILAN AU 31/12/2020

Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	9 111 524	6 431 736	2 679 788	2 618 060
Fonds commercial	51 900		51 900	51 900
Autres immobilisations incorporelles	191 746		191 746	217 692
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage	74 758	45 917	28 841	38 422
Autres immobilisations corporelles	4 102 487	2 285 253	1 817 234	1 650 589
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	192 362 650	10 157 215	182 205 435	183 562 609
Créances rattachées à des participations	333 964 944		333 964 944	140 098 271
Autres titres immobilisés				
Prêts				3 011
Autres immobilisations financières	19 360 205		19 360 205	19 372 632
ACTIF IMMOBILISE	559 220 214	18 920 121	540 300 093	347 613 186
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	12 518 512		12 518 512	11 302 448
Autres créances	93 611 371	11 760 959	81 850 413	124 891 841
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	11 306 821	42 705	11 264 115	36 490 612
(Dont actions propres :				
Disponibilités	31 400 792		31 400 792	21 127 162
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	595 074		595 074	604 206
ACTIF CIRCULANT	149 432 570	11 803 664	137 628 906	194 416 269
Frais d'émission d'emprunts à étaler	114 539		114 539	1 793 411
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	708 767 323	30 723 784	678 043 538	543 822 866

Bilan passif

Rubriques	Exercice 2020	Exercice 2019
Capital social ou individuel (dont versé : 19 411 874)	19 411 874	19 411 874
Primes d'émission, de fusion, d'apport	49 912 312	49 912 312
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 941 187	1 941 187
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves	18 767 904	18 767 904
Report à nouveau	76 627 342	70 850 915
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	5 929 747	10 083 139
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	1 179 026	1 304 748
CAPITAUX PROPRES	173 769 392	172 272 080
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 149 992	2 039 665
Provisions pour charges		
PROVISIONS	1 149 992	2 039 665
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	52 001 427	52 001 427
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	198 651 650	109 853 206
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	111 845 268	114 715 662
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 792 177	5 286 017
Dettes fiscales et sociales	5 199 559	7 748 337
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	193 410	224 296
Autres dettes	129 440 663	79 682 177
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	503 124 154	369 511 121
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	678 043 538	543 822 866

COMpte DE RESULTAT AU 31/12/2020

Rubriques	Exercice 2020			Exercice 2019
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	42 395 217	214 941	42 610 157	41 044 955
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	42 395 217	214 941	42 610 157	41 044 955
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			14 000	7 238
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			188 741	411 548
Autres produits			11	36
PRODUITS D'EXPLOITATION			42 812 909	41 463 777
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			85 073	95 336
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			23 107 660	21 766 482
Impôts, taxes et versements assimilés			701 344	796 263
Salaires et traitements			10 479 410	9 852 315
Charges sociales			4 497 125	4 060 396
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 943 897	1 460 994
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			415 227	366 115
Autres charges			120 012	107 718
CHARGES D'EXPLOITATION			42 349 747	38 505 617
RESULTAT D'EXPLOITATION			463 162	2 958 159
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			13 880 791	12 674 611
Produits financiers de participations			11 212 850	11 264 053
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			1 168 555	956 097
Autres intérêts et produits assimilés			224 486	350 193
Reprises sur provisions et transferts de charges			1 274 900	104 268
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			10 242 944	5 466 625
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 357 174	1 098 300
Intérêts et charges assimilées			8 860 870	4 368 325
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			24 899	
RESULTAT FINANCIER			3 637 847	7 207 986
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			4 101 010	10 166 145
PRODUITS EXCEPTIONNELS			5 928 176	4 569 232
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			140 570	35 871
Produits exceptionnels sur opérations en capital			18 300	191 167
Reprises sur provisions et transferts de charges			5 769 306	4 342 194
CHARGES EXCEPTIONNELLES			5 365 658	3 884 804
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			196 648	1 880
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			23 989	1 920 852
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			5 145 021	1 962 072
RESULTAT EXCEPTIONNEL			562 518	684 428
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			246 404	233 977
Impôts sur les bénéfices			-1 512 624	533 457
TOTAL DES PRODUITS			62 621 876	58 707 619
TOTAL DES CHARGES			56 692 129	48 624 480
BENEFICE OU PERTE			5 929 747	10 083 139

ANNEXES

I. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Crise sanitaire Covid-19 :

La crise sanitaire actuelle liée au Covid-19 et la promulgation de plusieurs états d'urgence sanitaire constituent des événements majeurs au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020. A ce titre, les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2020 sont comptabilisés et évalués en tenant compte de ces événements et de leurs conséquences connues ou probables à la date d'arrêté des comptes.

La société constate que ces événements ont eu un impact sur l'activité de ses filiales sur l'exercice 2020, sans toutefois remettre en cause leur continuité d'exploitation.

LNA Santé a procédé à des modifications de sa documentation bancaire et obligataire afin de pouvoir acquérir le groupe Clinique Développement et afin d'anticiper d'éventuels bris de covenant liés à la crise sanitaire Covid-19 :

- Rehaussement du plafond de croissance externe autorisé : 250 M€ (contre 175M€ précédemment).
- Exclusion de l'endettement du groupe Clinique Développement du plafond d'endettement des filiales acquises.
- Obtention d'un covenant holiday au 30/06/20 : engagement des banques à renoncer à toute demande d'exigibilité anticipée en cas de dépassement du ratio de levier autorisé et maintien de la marge du crédit syndiqué au 2ème trimestre 2020.

Suite à la crise sanitaire, la société a supporté des coûts additionnels sur lesquels elle n'a bénéficié d'aucune mesure de compensation. Les coûts nets directement liés à la crise sanitaire que la société a pu identifier de manière fiable et présentant un caractère inhabituel sont présentés comme suit :

<i>En euros</i>	Coûts bruts	Compensations	Coûts nets
Primes aux salariés	19 697		19 697
Equipements de Protection Individuelle (EPI)	25 338		25 338
Autres coûts (frais de déplacement, tests etc.)	129 153		129 153
Total	174 188		174 188

Couverture de taux :

Les premières couvertures de taux (Swap) mises en place en 2015 et 2016 sont arrivées à échéance en juillet 2020, date d'échéance initiale du RCF. Ces couvertures de taux couvraient le RCF à hauteur de 80M€.

En contrepartie, LNA Santé a mis en place des couvertures de taux (cap) en 2020 à hauteur de 27,5M€.

LNA Santé, en fonction des opportunités de marché, pourrait être amenée à compléter cette couverture sur l'exercice 2021.

Fin 2020, la société a mis en place des lignes de crédit avec 8 banques pour un montant maximum de 73 millions d'euros. Ces lignes court terme seront refinancées dans le cadre d'une revue de la structure financière du groupe prévue avec les partenaires bancaires au 1^{er} semestre 2021.

En décembre 2020, LNA Santé a également souscrit 2 nouveaux emprunts remboursables sur 7 ans avec la Société Générale et ARKEA pour respectivement 2.5 millions d'euros et 5 millions d'euros afin de financer les Capex 2020 du groupe. Il est à noter que le prêt de 5 millions d'euros est le 1^{er} prêt à impact du groupe c'est-à-dire basé sur des indicateurs extra-financiers.

Contrat de cession de créances :

Le Groupe LNA Santé a mis en place un contrat de cession de créances avec la Banque Postale Leasing & Factoring afin d'être préfinancé de 6 mois de créances de dotations soins (créances d'Etat). Selon les conditions contractuelles, LNA Santé rembourse cette avance auprès de la Banque Postale tous les mois. En contrepartie, tous les mois, la Banque Postale préfinance un nouveau mois de dotation soins afin de maintenir 6 mois d'avance de préfinancement. LNA Santé a pour rôle la centralisation des flux de cash pour le compte de ses filiales.

II. REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. *Principes généraux*

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au Plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. *Présentation des comptes annuels et méthodes d'évaluation retenues.*

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

2.1 **Immobilisations incorporelles**

Les logiciels sont amortis dès leur date de mise en service, en mode linéaire sur une durée d'un an, à l'exception de l'ERP amorti sur une durée de 5 ans.

LNA Santé comptabilise les frais de développement internes liés à l'implantation d'un système informatique intégré en immobilisation incorporelles puisque la société peut démontrer :

- La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service,
- Sa capacité à utiliser l'immobilisation incorporelle,
- Son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- Qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise,
- La disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser l'immobilisation incorporelle,
- Et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable

Fiscalement, les licences liées à l'ERP sont amorties sur un an et les coûts de développement sont comptabilisés en amortissement dérogatoires.

2.2 Immobilisations corporelles

Les règlements relatifs à la définition, l'évaluation, la comptabilisation et la dépréciation des actifs, ont été appliqués depuis le 1^{er} janvier 2005 dans la société selon la méthode rétrospective.

Dans le cadre de l'application de ces règlements, les règles mises en place au cours de l'exercice 2005 perdurent à savoir :

- les immobilisations acquises font l'objet de décomposition dès lors que celle-ci s'avère significative. En revanche, les actifs dont les éléments constitutifs sont exploités de façon indissociable ne sont pas décomposés et donnent lieu à un seul plan d'amortissement.
- Les amortissements sont calculés selon la durée d'utilisation des biens et des composants lorsqu'ils sont dissociés.

Au titre de l'exercice 2020, aucun changement de plan d'amortissement n'a été constaté, de même la société n'a procédé à aucune reconsidération des décompositions effectuées en 2005.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction des durées probables d'utilisation à savoir :

Installations techniques	5 ans/10 ans
Matériel de transport	1 an
Installations générales	10 ans
Matériel de bureau et informatique	4 ans/5 ans
Mobilier	10 ans

2.3 Participations, titres immobilisés et créances rattachées.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au prix d'acquisition ou à la valeur d'apport. Les frais d'acquisition sont enregistrés en charges et retraités fiscalement sur une durée de cinq ans.

Les autres immobilisations financières intègrent les malis de fusion affectés à des titres de participations.

Lorsque la valeur brute comptable des titres et des malis de fusion qui leur sont affecté, est supérieure à leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée sur la base de ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence.

La valeur d'utilité des titres de participation est appréciée par la direction générale du groupe, sur la base des capitaux propres de la société détenue à la clôture de l'exercice, corrigés en tenant compte des prévisions de résultats et/ou du prix de vente de l'activité exploitée, par recours préférentiel à la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, complétée en cas de besoin par l'approche de valeur de marché.

Le cas échéant, les créances rattachées font également l'objet d'une dépréciation.

Au 31 décembre 2020, LNA Santé a comptabilisé une dépréciation sur titres à hauteur de 1 357 milliers d'euros ce qui porte le montant total des provisions pour dépréciation des titres à 10 157 milliers d'euros. Elle a également procédé à la comptabilisation d'une dépréciation des comptes courants pour un montant de 4 955 milliers d'euros et d'une reprise de dépréciation des comptes courants pour un montant de 5 260 milliers d'euros, portant le montant total à 11 761 milliers d'euros.

2.4 Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées lorsque la valeur estimée d'inventaire est inférieure à la valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances clients douteuses est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité de la société à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction.

L'ancienneté des créances et un défaut de paiement au terme habituel du débiteur constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance.

2.5 Actions propres

LNA Santé comptabilise les actions propres en valeur mobilière de placement à leur coût d'acquisition.

Les produits et les charges générées par les achats et ventes d'actions sont enregistrées en résultat financier.

Le nombre de titres détenus par la société LNA Santé s'élève à 141 198 actions, d'une valeur nominale de 42.08 euros, et valorisées à 5 941 milliers d'euros.

2.6 Provisions

- Pour risques

La société constate une provision lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis d'un tiers, que la perte ou le passif en découlant est probable et qu'elle peut être raisonnablement évaluée. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable ni ne peut être raisonnablement évalué mais demeure possible, la société fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions pour litiges sociaux sont évaluées par la direction des ressources humaines en fonction des risques encourus par la société et de l'état d'avancement des procédures en cours.

Au 31 décembre 2020, les provisions pour risques s'élèvent à 1 150 milliers d'euros.

- Réglementées

Il s'agit de l'amortissement dérogatoire lié à l'ensemble des projets informatiques. La durée d'amortissement fiscal pratiquée est d'un an.

2.7 Dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Les coûts d'émissions d'obligations et d'emprunts sont comptabilisés en charges externes puis étalés sur la durée de l'obligation en charges à répartir.

2.7.1 – Titres négociables à court terme (NEU CP)

Les titres négociables à court terme sont émis par LNA Santé auprès de cinq agents placeurs, en fonction des demandes d'investisseurs sur le marché monétaire, pour des durées variables (entre 1 et 12 mois).

La rémunération est basée sur la base d'un taux Euribor et d'une marge liée à la maturité du placement.

Les titres négociables ont pour objectif le financement des encours de travaux et actifs immobiliers destinés à être cédés.

Afin d'optimiser son coût de financement, LNA Santé a augmenté le plafond de son programme auprès de la Banque de France, le faisant passer de 120 à 160 millions d'euros.

Au 31 décembre 2020, l'encours était de 106 700 milliers d'euros

2.7.2 - Crédit syndiqué

Le crédit syndiqué finance les opérations d'acquisitions et couvre le programme d'émission de NEU CP contre le risque de liquidité.

Il consiste en un engagement signé avec 10 partenaires bancaires portant depuis janvier 2018 sur une enveloppe de 200 millions d'euros, répartie entre eux.

La date d'échéance du crédit syndiqué est le 22 janvier 2025.

Les tirages sont effectués en fonction des besoins pour une durée déterminée (1 mois, 3 mois ou 6 mois).

Au 31 décembre 2020, l'encours était de 115 millions d'euros

2.7.3 - Dette obligataire Euro PP

Il s'agit d'une souche de 51,2 millions d'euros, au format non coté Euro PP à échéance le 31 juillet 2022 et au taux de 3,686 %, qui finance les autorisations d'exploiter des établissements une fois restructurés.

2.8 - Instruments financiers dérivés

Pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié à sa dette financière à taux variable, LNA Santé utilise des instruments financiers dérivés d'échange de taux d'intérêt (swaps et caps).

L'objectif de ces transactions est de transformer le taux variable de la dette en taux fixe et d'encadrer le risque de taux en fonction des anticipations de leur évolution. Cette politique, suivie de manière dynamique, peut donner lieu, en cours d'exercice, en fonction de l'évolution des taux de marchés, à des ajustements dans les positions de couverture.

La société applique le règlement n°2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

Les dérivés de taux qui sont qualifiés de couverture sont enregistrés *pro rata temporis* sur la durée des contrats, sans effet sur la valeur nominale de la dette financière dont le taux est couvert.

Les dérivés de taux qui ne sont pas qualifiés de couverture (positions ouvertes isolées) sont réévalués à leur valeur de marché à la date de clôture et figurent au bilan. Les gains non réalisés résultant de cette réévaluation sont différés et les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque à due concurrence.

Les instruments dérivés de taux de la Société s'analysent ainsi :

En milliers euros	Montant couvert au 31/12/2020	Echéancier			Valeur de marché au 31/12/2020
		A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Dérivés qualifiés de couverture	76 707	907	53 100	22 700	-1 950
Positions ouvertes isolées	7 772	92	5 380	2 300	-197
Dérivés de taux	84 479	999	58 480	25 000	-2 147

Au 31 décembre 2020, la provision pour risques s'élève à 197 milliers d'euros.

2.9 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la facturation des mandats de gestion et de redevance de marque aux sociétés d'exploitation, de mandats d'assistance technique immobilière et également de facturation de frais et de locations immobilières.

2.10 Résultat financier

La société détient les titres de sociétés en nom collectif ayant pour objet principalement de la promotion immobilière. Les résultats de ces sociétés sont comptabilisés en résultat financier sur le même exercice que celui de constatation des produits et des charges d'activité immobilière.

2.11 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les produits et charges résultant d'opérations ou d'événements clairement distincts des activités ordinaires de la société et qui ne sont pas, de fait, censés se reproduire de manière fréquente ou régulière.

Le résultat exceptionnel de la période intègre les effets des dotations et reprises des dépréciations des comptes courants pour un montant net de 306 milliers d'euros et la reprise pour dépréciation de compte débiteur pour 159 milliers d'euros.

2.12 Impôt société et intégration fiscale

La société LNA Santé est la société mère d'un périmètre de 39 sociétés membres au 31 décembre 2020. A ce titre chaque société membre comptabilise l'impôt société selon les règles de droit commun telles qu'elles s'appliqueraient en l'absence d'intégration.

A la clôture d'un exercice, la société membre dont le résultat fiscal serait déficitaire ne serait titulaire à raison de cette situation d'aucune créance sur la société LNA Santé. En revanche, la société LNA Santé comptabilise une créance d'impôt liée à ces déficits. Au 31 décembre 2020, la créance de la société LNA Santé à l'égard des membres s'élève à 8 353 milliers d'euros.

Les économies d'impôt réalisées par le Groupe, non liées aux déficits et aux moins-values, restent acquises à la société LNA Santé.

L'impôt sur les sociétés s'élève à (1 513 milliers) d'euros et se répartit ainsi :

- en propre : un crédit d'impôt de (245 milliers) d'euros : (38 milliers) d'euros de crédit d'impôt famille et (95 milliers) d'euros de crédit d'impôt mécénat, crédit impôt recherche (111 milliers) d'euros,
- dans le groupe fiscal : charges d'impôt de 686 milliers d'euros et produits d'impôt sur les sociétés de (1 877 milliers) d'euros,
- la contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés de (77 milliers) d'euros.

III. AUTRES INFORMATIONS

1 Engagements de retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés.

L'évaluation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon prospective sur la base des hypothèses suivantes :

Indicateurs	31/12/2020	31/12/2019
Taux d'actualisation	0,33 %	0,67 %
Evolution des salaires	5 %	5 %
Table de mortalité	INSEE 2018	INSEE 2018
Age de départ	65 ans	65 ans
Taux de charges sociales	50 %	50 %
Modalités de départ	Volontaire	Volontaire

2 Attribution gratuites d'actions

Suite à l'assemblée générale mixte en date du 22 juin 2016, le conseil d'administration a décidé, lors de la séance du 13 décembre 2017, de la mise en place d'un plan d'attribution gratuite d'actions « Plan 2017-2020 », au profit de trois dirigeants mandataires sociaux. Ce plan prévoit l'attribution d'un total de 40 500 actions gratuites existantes ou à émettre.

La provision pour risque s'élève, au 31 décembre 2020, à 876 milliers d'euros.

3 Consolidation

La société anonyme LNA Santé est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est situé à Vertou (44) au 7 boulevard Auguste Priou et inscrite au RCS sous le numéro 388 359 531. La société LNA Santé SA est la société mère consolidante du groupe LNA Santé. Les états financiers consolidés du groupe sont disponibles et consultables sur le site internet : <http://www.lna-sante.com>

4 Crédit Impôt Recherche

La société LNA Santé a comptabilisé un Crédit Impôt Recherche sur l'exercice 2020 pour un montant de 111 milliers d'euros.

Les projets valorisés portent sur :

- l'amélioration de la prise en charge du patient en HAD,
- l'amélioration de la prise en charge thérapeutique du patient SSR,
- l'amélioration de la prise en charge thérapeutique en EHPAD,
- la méthodologie du COVID-19.

IV. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La crise sanitaire actuelle liée au Covid-19 et la promulgation d'un nouvel état d'urgence sanitaire qui s'étend pour le moment jusqu'au 1er juin 2021 dans le cadre de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 ont des impacts significatifs sur l'activité de l'entreprise. Les incidences de ces événements liés à une situation existant à la date de clôture de l'exercice sont prises en considération dans les comptes, selon les modalités définies au paragraphe I de l'annexe relatif aux "faits marquants de l'exercice".

Néanmoins, la situation actuelle étant évolutive, tant au regard de la dégradation des conditions d'activité que des mesures de soutien que le Gouvernement propose jour après jour, les comptes ne prennent en compte que les éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes. Dans ces conditions, une information complémentaire sera communiquée si nécessaire à l'occasion de l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes, c'est-à-dire si des événements importants intervenus entre la date d'arrêté des comptes et la présentation de ces comptes à l'assemblée générale impactent l'activité et la situation financière de l'entreprise, sans pour autant nécessiter de modifier les comptes déjà arrêtés.

Principaux postes du bilan et de compte de résultat

Immobilisations

Chiffres exprimés en euros	31/12/2019	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	31/12/2020
Frais d'établissement et de développement Autres postes d'immobilisation incorporelles	8 538 536	886 710		70 077	9 355 170
Total 1 Incorporelles	8 538 536	886 710		70 077	9 355 169
Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations, agencements Installations générales et agencements Installations techniques, matériels et outillages Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers	566 270 72 894 31 819 2 913 808	9 165 1 864 18 606 564 331		1 512	575 434 74 758 48 913 3 478 139
Total 2 Corporelles	3 584 790	593 965		1 512	4 177 244
Autres participations Prêt et autres immobilisations financières	332 460 921 19 375 642	200 684 716 10 298	11 745 000	18 563 043 25 735	526 327 593 19 360 205
Total 3 Financières	351 836 564	200 695 014	11 745 000	18 588 778	545 687 799
TOTAL	363 959 891	202 175 689	11 745 000	18 660 366	559 220 213

Etat des amortissements

Chiffres exprimés en euros	31/12/2019	Dotations	Diminutions ou reprises	31/12/2020
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	5 650 884	828 122	47 271	6 431 736
Total 1 Incorporelles	5 650 884	828 122	47 271	6 431 735
Terrains				
Constructions				
Installations générales et agencements	209 853	74 540		284 392
Installations techniques, matériels et outillages	34 472	11 445		45 917
Matériel de transport	30 294	4 874	1 512	33 656
Matériel de bureau informatique, mobilier	1 621 161	346 043		1 967 204
Emballages récupérables et divers				
Total 2 Corporelles	1 895 779	436 902	1 512	2 331 169
TOTAL	7 546 663	1 265 024	48 782	8 762 905

Charges à répartir

Chiffres exprimés en euros	31/12/2019	Augmentations	Dotations	31/12/2020
Frais d'émission d'emprunts à étaler	1 793 411		1 678 872	114 539
TOTAL	1 793 411		1 678 872	114 539

Provisions et dépréciations

Chiffres exprimés en euros	31/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2020
Amortissements dérogatoires	1 304 748	190 450	316 172	1 179 026
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 304 747	190 450	316 172	1 179 026
Provisions pour litiges sociaux	30 000	77 181	30 000	77 181
Autres provisions pour risques	2 009 665	338 046	1 274 900	1 072 811
TOTAL	2 039 665	415 227	1 304 900	1 149 992
Dépréciations titres de participations	8 800 041	1 357 174		10 157 215
Autres dépréciations	12 268 423	4 954 570	5 419 330	11 803 663
DEPRECIATIONS	21 068 464	6 311 744	5 419 330	21 960 878
TOTAL	24 412 876	6 917 421	7 040 402	24 289 896

La reprise de la provision pour risques sociaux correspond à une provision non utilisée.

Etat des échéances des créances

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	353 325 148	30 641 130	322 684 018
Créances rattachées à des participations	333 964 944	30 339 130	303 625 813
Prêts			
Autres immobilisations financières	19 360 205	302 000	19 058 205
ACTIF CIRCULANT :	106 724 954	106 561 954	163 000
Clients	12 518 512	12 518 512	
Personnel et comptes rattachés			
Organismes sociaux	6 275	6 275	
Etat : impôts et taxes diverses	4 509 418	4 509 418	
Groupe et associés	88 445 642	88 445 642	
Débiteurs divers	650 037	487 037	163 000
Charges constatées d'avance	595 074	595 074	
TOTAL	460 050 106	137 203 087	322 847 018
Montants des prêts accordés en cours d'exercice	5 500		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	8 511		

Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	52 001 427	801 427	51 200 000	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine	120 756	120 756		
à plus d'1 an à l'origine	198 530 894	105 697 265	89 724 200	3 109 429
Emprunts et dettes financières divers	111 845 268	111 845 268		
Fournisseurs et comptes rattachés	5 792 177	5 792 177		
Personnel et comptes rattachés	1 430 071	1 430 071		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 751 254	1 751 254		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	1 781 935	1 781 935		
Obligations cautionnées				
Autres impôts et comptes rattachés	236 299	236 299		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	193 410	193 410		
Groupe et associés	120 855 840	120 855 840		
Autres dettes	8 584 822	1 645 127	6 939 695	
Dettes rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	503 124 153	352 150 830	147 863 894	3 109 429
Emprunts souscrits en cours d'exercice	203 800 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	118 691 000			

Charges à payer

Le montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	31/12/2020	31/12/2019	Variation
Emprunts et dettes financières	811 999	806 670	5 329
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 688 183	1 818 500	869 683
Autres dettes	187 618	52 702	134 916
Dettes fiscales et sociales	2 094 594	2 269 711	-175 117
Intérêts courus sur découvert	120 756	178 746	-57 990
Intérêts courus sur compte courant groupe	144 608	140 753	3855
TOTAL	6 047 757	5 267 082	780 675

Produits à recevoir

Le montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	31/12/2020	31/12/2019	Variation
Créances rattachées à des participations	398 491	180 860	217 631
Clients – Factures à établir	63 922	101 457	-37 535
Autres créances	20 275	17 026	3 250
Intérêts courus sur compte courant	261 784	425 253	-163 469
Intérêts courus sur CAT, compte rémunéré, retenue de garantie	58 034	79 783	-21 749
TOTAL	802 506	804 378	-1 872

Charges constatées d'avance

Le montant des charges constatées d'avance inclus dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Chiffres exprimés en euros	31/12/2020	31/12/2019	Variation
Sous-traitance	32 492	1 354	31 138
Hébergement informatique	23 294	176 411	-153 117
Maintenance	299 953	230 564	69 389
Publicité	95 963	31 321	64 642
Honoraires	14 849	31 760	-16 911
Frais de recrutement	20 528	18 010	2 518
Intérêts sur emprunts et autres dettes	70 689	46 815	23 874
Autres	37 300	67 971	-30 671
TOTAL	595 073	604 205	-9 132

Composition du capital social

Titres par catégories	31/12/2020	31/12/2019	Variation
Actions ordinaires	5 074 379	5 158 661	-84 282
Actions sans droit de vote	141 198	55 348	85 850
Actions à droit de vote double	4 490 360	4 491 928	-1 568
Nombre d'actions total	9 705 937	9 705 937	-

Valeur nominale en euros de l'action: 2,00

Variation des capitaux propres

Exprimé en €

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		172 272 079
Distributions sur résultats antérieurs		-4 306 712
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		167 965 367
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	316 172	190 450
Autres variations		
Résultat de l'exercice		5 929 747
SOLDE		5 804 025
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		173 769 392

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2020 se ventile de la façon suivante :

	Chiffre d'affaires			Total 31/12/2019	Var.
	France	Export	Total 31/12/2020		
Mandats de gestion et redevances de marque	30 199 503	120 900	30 320 403	28 620 125	5.9%
Contrats assistance maitrise d'ouvrage	753 317	-	753 317	885 357	-14.9%
Locations immobilières	7 584 473	-	7 584 473	7 459 941	1.7%
Produits divers	3 857 924	94 040	3 951 964	4 079 532	-3.1%
Total	42 395 217	214 941	42 610 157	41 044 955	3.8%

Transfert de charges

Exprimé en €

Nature des transferts	31/12/2020	31/12/2019
Frais émission d'emprunts		150 000
Prévoyance salariés	52 160	74 841
Avantage en nature	102 517	89 802
Sinistres véhicules et mobiliers	33 804	1 011
Formations salariés - remboursement organisme de formation	4 064	15 960
TOTAL	192 545	331 614

Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à 3 637 847 € et s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
PRODUITS FINANCIERS	13 880 791	12 674 610
Dividendes	8 911 818	8 000 689
Revenus sur prêts intragroupe	1 166 450	951 141
Produits financiers sur comptes courants	733 807	592 093
Autres intérêts et produits assimilés	226 592	355 149
Quote-part des SNC (Produits)	1 567 224	2 671 270
Reprises sur provisions pour risques et charges financières	1 274 900	-
Reprises sur provisions pour dépréciations des titres	-	104 268
CHARGES FINANCIERES	10 242 943	5 466 624
Intérêts sur dettes bancaires et autres dettes	2 932 080	2 719 144
Charges financières sur comptes courants	150 041	185 467
Charges nettes sur instruments financiers	595 386	742 969
Quote-part des SNC (Charges)	5 145 269	717 657
Autres charges financières	38 094	3 087
Charges nettes sur cessions de VMP	24 899	-
Dotations aux provisions pour risques et charges financières	-	318 300
Dotations aux provisions pour dépréciations des titres	1 357 174	780 000
RESULTAT FINANCIER	3 637 847	7 207 985

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice de 562 518 € s'analyse de la façon suivante :

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 928 176	4 569 231
Cessions immobilisations incorporelles	-	184 167
Cessions immobilisations corporelles	18 300	7 000
Reprises amortissements dérogatoires	316 172	145 293
Reprises dépréciations exceptionnelles	5 419 330	4 195 890
Transfert de charges exceptionnelles	33 804	1 011
Produits exceptionnels sur opération de gestion	140 570	35 871
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 365 658	3 884 803
VNC immobilisations incorporelles	22 806	187 363
VNC immobilisations corporelles	-	1 364
VNC immobilisations financières	-	1 732 125
Autres charges exceptionnelles	197 831	1 880
Dotations aux amortissements dérogatoires	190 450	290 574
Dotations dépréciations exceptionnelles	4 954 571	1 671 498
RESULTAT EXCEPTIONNEL	562 518	684 428

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt2020	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	4 101 010	(279 352)	4 380 362
Résultat exceptionnel à court terme	562 518	(1 165 533)	1 728 051
Participation des salariés	(246 404)	(67 738)	(178 666)
RESULTAT COMPTABLE	4 417 123	1 512 624	5 929 747

Situation fiscale différée et latente

Rubriques Exprimé en €	31/12/2020	31/12/2019
IMPOT DU SUR :		
Provisions réglementées :		
Provisions pour hausse de prix		
Provisions pour fluctuation des cours		
Provisions pour investissements		
Amortissements dérogatoires	301 780	343 194
Subventions d'investissement		
TOTAL ACCROISSEMENTS	301 780	343 194
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :		
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :		
Congés payés		
Participation des salariés	40 153	43 874
Autres	9 979	7 115
A déduire ultérieurement :		
Provisions pour propre assureur		
Autres		
TOTAL ALLEGEMENTS	50 132	50 989
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	251 647	292 205
IMPOT DU SUR :		
Plus-values différées	5 255 405	23 606
Charges à répartir	(51 060)	(51 060)
CREDIT A IMPUTER SUR :		
Déficits reportables		
Moins-values à long terme		
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	5 204 345	(27 454)

INFORMATIONS DIVERSES

Effectif moyen du personnel salarié

En 2020, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Effectifs moyens	31/12/2020	31/12/2019
Vertou - Boulevard Auguste Priou - Cadres	132	123
Vertou - Boulevard Auguste Priou - Non cadres	86	67
TOTAL	218	190

Rémunération des dirigeants

Exprimé en €

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance
Engagements financiers				
Engagements de retraite				
Avances et crédits alloués				
Rémunérations allouées	605 762		605 762	

Liste des filiales et des participations

INFORMATIONS FINANCIERES	Capital	Capitaux Propres autres que le capital	Quote Part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Dépréciation des comptes courants	Chiffre d'affaire HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
				Brute	Nette					
FILIALES ET PARTICIPATIONS										

1 - Filiales (détenues à plus de 50 %)										
BIAGIS	7 500	294 095	100	7 500	7 500	0	0	372 794	54 957	0
LES OISEAUX	1 503 418	-2 060 827	100	9 477 174	0	526 582	-526 582	2 271 639	-1 960 167	0
INSTITUT DE READAPTATION DE ACHERES	38 112	-4 339 513	100	7 462 431	7 462 431	1 847 500	0	11 927 101	-2 400 663	0
LNA RETRAITE	119 132 240	38 244 304	100	153 155 627	153 155 627	26 760 382	0	68 834 619	2 062 874	4 824 856
LNA ES	5 743 273	85 462 862	79	5 351 084	5 351 084	235 425 886	0	162 811 831	9 647 952	3 048 324
LNA BELGIQUE	480 000	-5 481 509	100	479 900	479 900	10 914 967	-5 502 071	928 875	-1 637 094	0
FONCIÈRE GNA	7 700	1 416 603	100	7 700	7 700	12 722 826	0	5 098 966	339 488	0
REAL ESTATE	7 500	-893 028	100	7 500	7 500	18 198 040	0	41 667	-117 135	0
MF BANDOL 83	100	-560	99	99	99	349 368	0	890 424	-560	0
MÉDICA FONCIÈRE 83	7 700	-2 927	99	19 312	19 312	4 377	0	3 239	-3 075	0
MF YERRES 91	100	1 826	99	99	99	3 065	0	0	1 826	0
MF COURBEVOIE 92	100	0	99	99	99	265 256	0	1 370 106	0	0
MF TOULON 83	100	-7 319	99	99	99	25 599	0	0	-7 319	0
MF VINCENNES 94	100	0	99	99	99	2 483 000	0	2 533 636	0	0
MF MAINVILLIERS 28	100	-38 583	99	99	99	2 503 004	0	8 564	-38 583	0
MF AMIENS 80	100	667 506	99	99	99	2 166 055	0	15 164 560	667 506	0
MF CHATOU 78	100	-2 167	99	99	99	48 915	0	0	-2 167	0
MF IMR 93	100	54 180	99	99	99	128 912	0	318 339	54 180	0
MF MARTIGUES 13	100	0	99	99	99	1 506 496	0	0	0	0
MÉDICA SERRIS 77	100	20 446	99	99	99	568 760	0	24 517	20 446	0
MF VERTOU 44120	100	38 281	99	99	99	37 898	0	7 841	38 281	0
MÉDICA FONCIÈRE 06	7 500	-1 930	99	7 425	7 425	364	0	0	367	0
MEDICA FONCIERES GARCHES 92	10 650	-217 044	99	3 151	3 151	206 138	-206 138	0	-207 309	0
MÉDICA FONCIÈRE LA CELLE 78	100	-2 687	99	99	99	12 980	0	0	-2 687	0
MÉDICA FONCIÈRE BRETEUIL	100	-2 371	99	99	99	98 617	0	0	-2 371	0
MÉDICA FONCIÈRE LMB 41	100	-3 566	99	99	99	87 255	0	0	-3 566	0
MÉDICA FONCIÈRE D'ÉPINAY	1 046 400	20 559 336	100	9 711 761	9 711 761	0	0	100 392	867 727	554 592
MF 72 MONTHÉARD	100	31 381	99	99	99	31 067	0	0	31 381	0
MF VILLENAVE 33	100	1 223	99	99	99	6 948	0	0	1 223	0
MF ST-ROGATIEN 17	100	0	99	99	99	1 083 817	0	0	0	0
MF MONTLOUIS 37	100	-466	99	99	99	16 793	0	0	-466	0
MF BELZ 56	100	-4 924	99	99	99	16 138	0	0	-4 924	0
MF 11 NARBONNE	100	-25 371	99	99	99	5 734 241	0	102 012	-25 371	0
MF FALICONNIÈRE 061	100	-22 911	99	99	99	0	0	0	-22 911	0
MF OLONNE 85	100	-1 294	99	99	99	307 342	0	0	-1 294	0
MF BREST 29	100	34 917	99	99	99	59 867	0	0	34 917	0
MF THEIX 56	100	-4 681 616	99	99	99	6 208 925	0	5 416	-4 681 616	0
MF POITIERS 86	100	0	99	99	99	61 809	0	0	0	0
MF TOURS 37	100	0	99	99	99	1 846 718	0	0	0	0
MF NANTES 44	100	0	99	99	99	1 142 789	0	707 438	0	0
MRLB	1 000	1214 243	100	3 749 683	3 749 683	105 528	0	354 906	109 343	0
MF TALENCE 33	100	-10 098	99	99	99	0	0	0	-10 098	0
MF ENNERY 95	100	28 867	99	99	99	399 145	0	318 417	28 867	0
MF LA SEYNE 83	100	-18 222	99	99	99	1 258 508	0	0	-18 222	0
MF LANDERNEAU 29	100	14 157	90	90	90	12 741	0	0	14 157	0
MF LQEB94	100	480 030	99	99	99	475 230	0	18 986 045	480 030	0
MF MEAUX 77	100	-18 893	99	99	99	12 039 277	0	666 667	-18 893	0
MF GUERANDE 44	100	0	99	0	0	1 700	0	0	0	0
LNA SERVICES	7 700	273 297	51	3 927	3 927	0	0	1 531 520	101 457	61 261
LNA TRAVAUX	10 000	-248 832	100	10 000	0	1 398 616	-295 631	2 582 339	-65 232	0
MF 49 LA PLESSE	100	-2 923	99	99	99	5 987	0	0	-2 923	0

1 - Filiales (détenues à plus de 50 %)										
MF ST MAUR 94	100	4 867	99	99	99	164 920	0	0	4 867	0
MF MORET 77	100	0	99	99	99	459 000	0	785 000	0	0
MF ROSNY 93	100	-329 105	99	99	99	387 901	0	2 200 000	-329 105	0
FONCIÈRE SSR IMB	100	177 911	99	99	99	176 132	0	5 395 490	177 911	0
SCI DE LA PRINCESSE	1 000	-861 198	99	164 041	0	875 757	-756 759	0	-213 322	0
MF VANNES 56	100	-13 260	99	99	99	37 485	0	0	-13 260	0
MF ACHÈRES 78	100	782	99	99	99	774	0	32 134 010	782	0
MF PESSAC 33	100	0	99	99	99	4 009 367	0	0	0	0
MF LATRESNE 33	100	27 602	99	99	99	98 588	0	0	27 602	0
IMMOBILIÈRE DE LA FONTENELLE	50 000	-210 895	100	50 000	0	3 664 959	0	1 651 222	47 031	0
MF 44	100	-5 099	99	99	99	64 257	0	0	-5 099	0
MÉDICA FONCIÈRE MARSEILLE 131	100	-2 704	99	99	99	6 522	0	0	-2 704	0
GRIBOUILL'AGE	590 330	-445 755	66	473 500	17 500	157 933	-157 933	163 625	77 679	0
LNA ACHATS	1 000	1 539 387	100	1 000	1 000	120 000	0	6 410 524	616 060	250 000
2 - Filiales (détenues à moins de 50 %)										
LA CHÉZALIÈRE	230 198	894 300	20	266 249	266 249	395 714	0	5 332 755	521 509	101 112
LE CLOS CHAMPIROL	59 311	6 020 205	11	1 948 839	1 948 839	6 815 838	0	21 671 230	787 189	71 673

Parties liées

Les transactions et les soldes entre la société et les parties liées sont détaillés ci-dessous :

En milliers d'euros	2020	2019
Charges		
Assistance technique et mandat de vente	10	10
Autres charges	1	0
Produits		
Mandat d'assistance gestion	101	4
Autres produits	19	4
Bilan		
Clients	34	4
Comptes courants	293	37

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements donnés	Total	Au profit de	
		Filiales	Autres
Nantissement de titres	1 770 000		1 770 000
Cautions données sur montants initiaux des emprunts	14 850 000		14 850 000
Cautions données sur prêts promoteur	30 176 000		30 176 000
Cautions données aux propriétaires immobiliers pour le compte des filiales	9 716 984	9 716 984	
Cautions données aux banques pour le compte des filiales	1 528 494	1 528 494	
Engagements contractuels pour acquisition immobilisations incorporelles	1 111 175		1 111 175
Engagements contractuels pour acquisition immobilisations corporelles	2 850 000		2 850 000
Redevances de crédit bail	479 769		479 769
Intérêts sur emprunts	6 603 706		6 603 706
Engagements en matière de pension	1 666 980		1 666 980
	72 431 357	12 923 727	59 507 630

Engagements reçus

Engagements reçus	Total	Au profit de	
		Filiales	Autres
Crédit Corporate – part RCF non utilisée	85 000 000		85 000 000
Lignes bilatérales	26 500 000		26 500 000
Cautions bancaires reçues au profit d'un tiers	152 500		152 500
	111 652 500		111 652 500

Engagements de crédit-bail

Exprimé en €

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE			0	769 925	769 925
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs				246 380	246 380
Exercice en cours				152 272	152 272
TOTAL				398 652	398 652
VALEUR NETTE				371 273	371 273
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs				248 109	248 109
Exercice en cours				140 351	140 351
TOTAL				388 460	388 460
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus				148 023	148 023
A plus d'un an et moins de 5 ans				252 444	252 444
A plus de cinq ans					
TOTAL				400 467	400 467
VALEUR RESIDUELLE				79 302	79 302
Montant pris en charge dans exercice				164 136	164 136